

Quelles finalités pour les formations rurales ? Qui décide ?

... avec comme débat sous-jacent : quel projet de société rurale africaine ?

Séance de formation au sud du Bénin.

La question des connaissances utiles et des dispositifs de formation à promouvoir ouvre sur la problématique de la définition des politiques et des stratégies de formation professionnelle rurale, en lien avec le(s) type(s)

d'agriculture souhaité(s) selon le rôle assigné à l'agriculture dans la société et la politique agricole définie. Elle renvoie donc à d'autres questions : faut-il enseigner une « agriculture moderne », basée exclusivement sur le modèle de l'entreprise rurale et agro-industriel, ou donner aux paysans les moyens de leur autonomie, leur faciliter l'accès à l'information et à la compréhension des pratiques et du contexte pour améliorer le modèle existant ? Faut-il enseigner des « modèles techniques » préexistants, ou apporter aux paysans des éléments d'analyse et des propositions de méthode pour leur permettre d'avoir plus de recul, de maîtriser les décisions qui les concernent, de devenir protagoniste de leur propre développement ?

Concernant l'éducation : « *Les besoins sont ambigus car ils reflètent les tensions de groupes sociaux. Et pour y faire face, deux "modèles" sont en lutte : celui des technocrates de la "société programmée" et celui des apôtres de la "société libérée" ¹.* »

Quant à savoir qui décide des systèmes de formation rurale, il n'y a pas de recette de spécialiste, et encore moins de solution toute faite plaquée sur les modèles exogènes transférés



L'implication des agriculteurs dans la définition et la mise en œuvre des formations rurales est-elle une nouvelle mode ?

Interview de Michel Brochet,
du Centre national d'études agronomiques des régions chaudes

Non, c'est une nécessité ! Trop souvent, les dispositifs de formation ont été conçus en s'appuyant sur des notions de modernisme marquées par leur caractère idéologique. Beaucoup de responsables ont rêvé de la création ex nihilo de fermes « modernes ». Ne parle-t-on pas encore aujourd'hui, malgré les échecs accumulés, de projets d'installation de quelques groupes de jeunes agriculteurs « modèles » formés aux démarches entrepreneuriales, alors que dans chaque pays d'Afrique de l'Ouest, plus de 30 000 jeunes chefs d'exploitation devraient être formés chaque année pour avoir une possibilité d'insertion dans des activités économiques.*

Face à ces enjeux et compte tenu des contextes économiques, une mobilisation de tous les acteurs concernés par les formations professionnelles agricoles s'impose. Dans cette dynamique, les agriculteurs et leurs organisations professionnelles ont un rôle incontournable dans la définition et la mise en œuvre des politiques de formation.

Comment impliquer les agriculteurs et leurs organisations ?

*Des démarches se construisent** . Mais au-delà de celles-ci, des changements d'attitude sont nécessaires pour permettre l'implication effective des agriculteurs dans la construction de demande de formation, l'orientation des programmes et la régulation des dispositifs de formation. D'abord, le changement d'attitude dans la production et la diffusion des connaissances : admettre que l'on se forme à partir de ses propres expériences, en interaction*

avec les autres ; et donc admettre que les apprenants sont acteurs de leur formation. Ensuite, le changement de rapports sociaux entre acteurs ruraux et institutions de formation : la responsabilisation individuelle et collective des apprenants, comme des formateurs, devrait pouvoir s'exprimer dès la phase initiale du projet pédagogique.

Pourquoi in fine impliquer les agriculteurs ?

L'implication des agriculteurs, de manière non exclusive, dans la gouvernance des projets de formation conduits par les organisations professionnelles et les services publics agricoles permet une meilleure adéquation entre la demande et l'offre de formation : les formations s'appuient sur l'expression et l'analyse des préoccupations des agriculteurs.

L'implication des agriculteurs dans les choix et les orientations des dispositifs de formation permet une réelle synergie dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques agricoles qui sont elles-mêmes étroitement liées aux niveaux d'information et de formation des ressources humaines du secteur agricole.

* sans compter les autres actifs. Référence : Debouvy, cité par Orivel et Soufflet dans *Faisabilité et cadrage d'une formation professionnelle de masse*. Côte-d'Ivoire : PVRHSA, 1999.

** En partenariat avec plusieurs institutions de formation, le Cnearc a progressivement élaboré une démarche de construction sociale de la demande de formation permettant d'impliquer les agriculteurs.

par des experts. Il est bien question de recherche de solutions appropriées, de méthodes à construire, et, au vu des enjeux, la mobilisation de tous les acteurs concernés par les formations agricoles s'impose : paysans, producteurs, membres d'organisations, de projets, d'ONG, ou formateurs du secteur public... Les facteurs de déconnexion des systèmes de formation actuels avec les modes d'apprentissage paysans renforcent l'idée d'implication des paysans et de leurs organisations dans la définition et la mise en œuvre des formations rurales. Ceci renvoie à la responsabilité des organisations paysannes pour engager une réflexion sur la formation des agriculteurs et sur la politique nationale de formation agricole au sein d'une politique agricole (voir interview ci-dessus).

Le mot de la fin : décroisonnons !

Il existe des initiatives sur le terrain, dans des organisations, projets, centres... mais pas de véritable stratégie globale. Il y a nécessité de repérer, de diffuser, de valoriser ces expériences,

et d'une appropriation d'une démarche à une échelle plus vaste pour assurer l'accès à la formation pour un grand nombre en milieu rural. De nouveaux dispositifs sont à mettre en place en s'appuyant sur les systèmes actuels de transmission des savoirs, à renforcer dans des dispositifs plus larges, peut-être à combiner avec des actions classiques de formation, aux contenus adaptés aux hommes et aux réalités économiques...

Le mot, ou plutôt les mots, de la fin pourrait être « **décloisonner les connaissances** », « **encourager le métissage des connaissances** », celles d'ici et d'ailleurs, celles d'autrefois et d'aujourd'hui, afin de donner aux formations cette **signature paysanne** qui les légitime dans le monde rural. ■